

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
N° 20230920-DEC-DACA0897 DU **11 OCT. 2023**
PORTANT CHANGEMENT D'EXPLOITANT D'UNE CARRIÈRE AU PROFIT DE
LA SOCIÉTÉ VERDOLINI CARRIÈRES
LIEUX-DITS « CHAMP BONDANT », « CHÂTAIGNIER » ET « GRANGENEUVE »
COMMUNE D'ANDANCETTE

Le préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur

- VU** le Code de l'environnement, notamment les articles R-516-1 et R. 181-47 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** le décret du 13 juillet 2023 nommant M Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme ;
- VU** le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;
- VU** la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°09-1168 du 1^{er} avril 2009 portant autorisation d'exploiter une installation classée par la société CARRIÈRE DES CHÊNES aux lieux-dits « Champ Bondant », « Châtaignier » et « Grangeneuve » à ANDANCETTE ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2013086-0007 du 27 mars 2013 portant modification des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière de la société CARRIÈRES DES CHÊNES sise lieux-dits « Champ Bondant », « Chataignier » et « Grangeneuve » à ANDANCETTE ;
- VU** la demande présentée le 14 septembre 2023 par laquelle la société VERDOLINI CARRIÈRES sollicite l'autorisation de se substituer à la société CARRIÈRE DES CHÊNES pour l'exploitation de la carrière susvisée ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 22 septembre 2023;
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courriel le 22 septembre 2023
- VU** l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté formulée par courriel le 10 octobre 2023 ;
- CONSIDÉRANT** que la société VERDOLINI CARRIÈRES possède les capacités techniques et financières et la maîtrise foncière pour l'exploitation et la remise en état de la carrière susvisée ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients visés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement ;

Le demandeur consulté,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme

ARRÊTE

Article 1 : Changement d'exploitant

La société VERDOLINI CARRIERES, dont le siège social est situé RN 517, BP 34 – 69330 PUSIGNAN, est autorisée à se substituer à la société CARRIÈRE DES CHÊNES pour l'exploitation d'une carrière alluvionnaire située sur la commune d'ANDANCETTE aux lieux-dits « Champ Bondant », « Châtaignier » et « Grangeneuve » dans l'intégralité des droits et obligations attachés à l'autorisation délivrée par l'arrêté préfectoral modifié n°09-1168 du 1^{er} avril 2009.

Article 2 : Délais et recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Article 3 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie d'Andancette pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire d'Andancette fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire d'Andancette, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société VERDOLINI CARRIÈRES.

Fait à Valence, le 11 OCT. 2023

Le préfet,

Pour le Préfet, et par délégation
La Directrice de Cabinet
Delphine GRAIL-DUMAS



